

Intervention de Marc Neveu pour l'Intersyndicale Recherche (et pour Sauvons la Recherche ?) au Forum Social Local de Chenôve 01 Avril 2004

On (c'est-à-dire les médias) annonce la victoire de Sauvons la Recherche sur le gouvernement. Si 550 postes (200 chercheurs et 350 ingénieurs, techniciens et administratifs) ont été restitués à la recherche dans les grands organismes (CNRS, INRA, INSERM), si 1000 postes (700 enseignants chercheurs, 150 Attachés Temporaires d'Enseignement et de Recherche, 150 (c'est bien peu) personnels IATOS (c'est à dire administratifs, techniques et de service) sont annoncés dans les Universités, il ne faut voir là qu'un recul provisoire du gouvernement actuel dans la politique libérale menée depuis de nombreuses années contre les services publics en général et l'enseignement supérieur et la recherche en particulier.

Ces chiffres peuvent paraître importants, mais ils sont bien faibles en regard des 35 000 postes créés dans la police et la gendarmerie, ce qui met la France au premier rang des pays européens pour le ratio (policier+gendarme)/habitant. On voit nettement où se situent les priorités de l'Etat.

Recul provisoire donc. En effet, les attaques contre la recherche s'inscrivent directement dans le droit fil des attaques contre les acquis sociaux des travailleurs (par exemple contre les retraites, contre le statut des intermittents du spectacle et contre l'indemnisation chômage au printemps et en l'été 2003) et contre l'ensemble des services publics (après France Telecom et Air France, voici venir le tour des transports et d'EDF-GDF). L'attaque contre l'enseignement supérieur et la recherche n'a rien de fortuit. Elle procède d'une logique libérale parfaitement établie, qui a déjà partiellement investi les Universités par le biais de la réforme LMD (Licence-Master-Doctorat) et de la Loi de "Modernisation" Universitaire. Ces deux réformes ont pour objectif la mise en concurrence des établissements sous couvert d'autonomie et de mobilité européenne, la réduction du coût des formations afin de les rendre "abordables" par le secteur privé. Les "fournisseurs" de formation se lèchent déjà les babines.

Cette politique systématique de casse du service public prend son sens dans les accords de l'OMC et est plus particulièrement visible dans les termes de l'Accord Général sur la Commercialisation des Services : "Aucun secteur de service ni mode de fourniture ne sera exclus a priori". Donc la recherche n'est pas exclue du dispositif. D'autant que l'Union Européenne prévoit sur ce sujet : " les aides à la recherche et au développement.[...] **peuvent en principe** être autorisées parce qu'elles servent les objectifs généraux de l'Union européenne". Le "en principe" fait frémir et laisse augurer un avenir plutôt noir et commercial sur la recherche européenne.

Si le service public d'enseignement supérieur et de recherche a des spécificités, il offre de nombreux traits communs avec les autres services publics.

Le désengagement de l'Etat dans le service public d'enseignement supérieur et de recherche se traduit par une réduction des postes (-550 chercheurs), par le gel (le vol) des crédits de recherche depuis 2002. Il se traduit aussi par la volonté de précariser les jeunes chercheurs en introduisant les CDD et les contrats de mission pour des périodes ou des missions de recherche à court terme. Après les intermittents du spectacle, les intermittents de la recherche. On pourra verser des larmes de crocodile sur la fuite des cerveaux, formés en France sur fonds publics (nos impôts) et "utilisés" à l'étranger (aux Etats-Unis notamment).

Le désengagement de l'Etat se traduit encore par un budget de fonctionnement qui fait largement appel aux financements privés (actuellement, ce sont 60 à 80% des ressources des laboratoires hors salaires qui proviennent de contrats de recherche ou de financements de fondations). Ceci remet gravement en cause l'indépendance de la recherche publique. Que dire enfin de la diminution des crédits récurrents ("permanents") au profit des actions ciblées dans le cadre du seul Programme Communautaire Européen de Recherche et Développement dont le thème est "accroissement de la productivité". Quel avenir pour les sciences "non rentables" comme les Science Humaines et Sociales?

On voit que ce dispositif d'attaque contre l'enseignement supérieur et la recherche n'a rien d'original. Il est également à l'œuvre dans le cadre de la loi de décentralisation dans l'enseignement secondaire (- 5500 postes d'enseignants pour la rentrée prochaine, externalisation des personnels IATOS). La casse du statut est encore à l'œuvre pour la future privatisation d'EDF-GDF avec des statuts différenciés pour les anciens agents et les agents nouvellement embauchés. La globalisation budgétaire prévue pour les Universités est déjà en place dans les hôpitaux publics. Les similitudes et les parallèles montrent bien la cohérence et l'obstination de l'attaque libérale, pour laquelle les statuts de la fonction publique et notamment de la fonction publique française sont un obstacle à la construction européenne.

Une spécificité de la recherche est son inaptitude à entrer dans le cadre d'une programmation commerciale du type "un investissement produit un résultat au bout de x années". Les verrous scientifiques ne peuvent en effet être levés à une date prévisible, tant leur appréhension reste du domaine prospectif. Mais si les processus de la recherche peuvent paraître longs et très techniques, ils ne peuvent en aucun cas être du seul ressort des chercheurs. La recherche est en lien étroit et permanent avec la société, dans le cadre de ce qu'on appelle "l'économie de la connaissance" (bouh le vilain mot !). La recherche est "productrice de social" (par exemple au XXe siècle la pilule contraceptive participe de l'évolution des rapports homme-femme; le laser joue un rôle inattendu dans l'information, la culture, la communication; etc.). Avec les perspectives de manipulation génétique, avec les nanotechnologies, l'évolution des connaissances et des techniques porte des évolutions de l'être humain : il est essentiel que les citoyens s'emparent du débat qui s'annonce sur la recherche par le biais des états généraux de la recherche. Il est essentiel que ce débat ne soit pas enfermé dans un cadre et dans des délais imposés par le gouvernement. Il est essentiel qu'il ne soit pas confisqué par les seuls chercheurs. La vie d'un service public DEMOCRATIQUE d'enseignement supérieur et de la recherche en dépend.

En outre, de la même façon que la recherche et la formation des citoyens ne doivent pas être commercialisables, d'autres secteurs font partie d'un "patrimoine de l'humanité". Que dire de la pénurie d'énergie en Californie (l'état le plus riche du pays le plus riche du monde) parce que la préoccupation de rentabilité financière d'ENRON l'avait largement emporté sur les investissements productifs? Que dire de la privatisation de l'Eau, ce bien vital pour toute la planète (les 21 régions de "gauche" vont-elles reverser dans le service public les concessions accordées au privé) ? Que dire des brevets sur les médicaments qui rendent inabordable les soins pour les pays les plus pauvres? Que dire de la recherche en agronomie livrée aux trusts de l'agro-alimentaire, transformant ainsi la satisfaction d'un besoin élémentaire en arme alimentaire?

Plus que jamais la défense des services publics contre une économie libérale dépend de notre mobilisation. Si l'Enseignement Supérieur et la Recherche ont fait reculer temporairement le processus libéral de précarisation et de privatisation, seul des luttes convergentes pourront faire avancer au niveau européen la nécessité de services publics démocratiques aux services des citoyens.